



Collectif santé du Bocage Virois « Touche pas à ma Santé à mon Hosto »

le 2 avril 2020

NON à la marchandisation de la santé et à sa privatisation rampante

Sur demande d'E. Macron, en début de crise du Covid19, la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) a rédigé des propositions pour l'amélioration des services de santé demain en France.

Que trouve-t-on dans cette première mouture dévoilée le 1^{er} avril? : des aides accrues pour la télémédecine, de nombreuses orientations vers des partenariats public-privé et des projets à la « Trump » : transformer des bateaux de croisière en navire hôpital !!

Mais surtout le service public de santé n'y est jamais farouchement défendu :

- **Rien** sur le maillage territorial, ces services de proximité qui, **à Vire comme ailleurs**, nous manquent encore plus aujourd'hui.
- **Rien** sur le manque cruel de personnels médicaux et paramédicaux, **à Vire comme ailleurs**
- **Rien** sur le nécessaire rapport étroit qui doit exister entre le médecin et ses patients, **à Vire comme ailleurs** la proposition d'un développement de la télémédecine nie totalement cette nécessité.
- **Rien** sur ces médicaments qui manquent depuis des années, **à Vire comme ailleurs** : malgré de vagues promesses, aucune avancée vers un service public du médicament, ni même la garantie que les principes actifs seront fabriqués en France et en Europe.

Nous sommes inquiets de l'avenir de la santé publique !!

Contrairement aux dires du président Macron lors de son allocution le 12 mars « Il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché » le gouvernement prépare l'après crise avec une **privatisation** à peine déguisée de l'intérêt général en matière de santé.

Le 7 avril, le réseau européen Santé appelle à une **journée de défense d'un accès pour tous à la santé** dans les meilleures conditions.

Bien sûr cette journée sera « confinée » mais d'ores et déjà il faut informer que le seul merci aux soignants ne saurait suffire, il faudra **se mobiliser dès la sortie de crise** pour exiger un projet de développement de l'hôpital public avec des salaires revalorisés et des moyens matériels nécessaires.

Aux balcons, aux fenêtres ne nous limitons pas à un merci : demandons des moyens pour la santé publique.